

SEMAINE DU LUNDI 25 MAI AU DIMANCHE 31 MAI 2015

Médicaments – Les défenseurs des malades accusent Québec de discrimination envers les aînés

Le Devoir, 5/25/2015, A2 (#réf : 6939)

Presse canadienne

Longueur : Moyen; Catégorie : Santé

Mots-clés : Aînés, Coût des médicaments, Assurance médicaments

Le Conseil pour la protection des malades (CPM) exige du gouvernement Couillard qu'il cesse la « discrimination » envers les gens de 70 ans et plus afin qu'ils aient accès, comme tout le monde, à des médicaments pour le traitement de maladies comme le cancer. Paul Brunet, le président-directeur général du CPM, s'en est pris aux critères de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux (INESSS), qui a le mandat d'évaluer les médicaments et de recommander ou non au ministre de la Santé leur inscription à la liste des médicaments couverts par l'État. « Selon certains rapports et études provenant de l'INESSS, on constate que des variables inquiétantes sont prises en compte », a dénoncé M. Brunet. « Ainsi, l'âge de la personne, le fait qu'elle soit sur le marché du travail ou non, le fait qu'elle soit productive économiquement ou non, le fait qu'elle nécessite ou non l'aide d'une autre personne pendant sa maladie pèsent lourd dans la balance et sont discriminatoires pour les Québécois de plus de 70 ans », a-t-il relevé. Le Conseil pour la protection des malades compte d'ailleurs présenter ce dossier en détail au ministre Barrette qui a confirmé sa présence au 14e colloque annuel du Conseil pour la protection des malades la semaine prochaine à Laval sur le thème « Comment se retrouver dans un réseau en pleine mutation? Les grands chantiers ». Lien : <http://www.ledevoir.com/societe/sante/440934/medicaments-les-defenseurs-des-malades-accusent-quebec-de-discrimination-envers-les-aines>.

Le Canada n'est pas mauvais pour ses jeunes, selon une étude de l'OCDE

Le Devoir, 5/27/2015, Cyberpresse (#réf : 6940)

Éric Desrosiers

Longueur : Moyen; Catégorie : Économie

Mots-clés : Jeunesse, OCDE, Marché du travail

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE Semaine du 25 au 31 mai

Le Canada se tire relativement bien d'une comparaison avec les autres pays développés en ce qui a trait aux compétences des jeunes et de leur intégration au marché du travail, rapporte l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Canada ressort comme l'un des meilleurs pour assurer une formation de base indépendamment des conditions ou des origines des élèves ainsi que pour la facilité d'accès au marché du travail pour les jeunes. Il se classe dans la moyenne dans les autres domaines, comme le degré de maîtrise des compétences de base et le niveau de diplomation des 16-29 ans, l'ampleur des lacunes des jeunes exclus du marché du travail et les apprentissages que l'on peut espérer faire en milieu de travail. Ces résultats découlent d'une multitude de facteurs, dont certains sont largement indépendants du bon vouloir des pouvoirs publics et sont liés à la conjoncture économique, observent les auteurs du rapport. L'enjeu n'en est pas moins fondamental dans un monde où l'on parle de plus en plus de rareté de main-d'œuvre, mais où près de 40 millions de jeunes de 16 à 29 ans n'étaient ni aux études ni au travail dans les pays de l'OCDE en 2013. La moitié de ce nombre a même renoncé à chercher de l'emploi et « a disparu du radar des systèmes d'éducation, des systèmes sociaux et du marché du travail ». Il faut dire que même parmi les nouveaux diplômés universitaires, 10 % à 14 % ne maîtrisent pas les habiletés en lecture et en mathématiques minimales pour pouvoir se débrouiller dans une société moderne, et que cette proportion grimpe à 40 % chez ceux qui ont décroché au secondaire. Les auteurs du rapport pressent également les gouvernements à « démanteler les obstacles institutionnels à l'emploi des jeunes », c'est-à-dire, entre autres, toutes ces règles et mesures mises en place autrefois pour protéger les emplois, mais qui agissent aujourd'hui surtout comme des freins à l'embauche. Pour lire l'article : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/441092/le-canada-n-est-pas-mauvais-pour-ses-jeunes-selon-une-etude-de-l-ocde>. Pour prendre connaissance de la recherche : <http://www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde/ecole-mythes-realite.htm>.

La faim perd du terrain

La Presse, 5/28/2015, La Presse + (#réf : 6941)

Laura-Julie Perreault

Longueur : Moyen; Catégorie : International

Mots-clés : Faim dans le monde, FAO, Population mondiale

Près de 800 millions d'êtres humains ont faim. C'est beaucoup, mais c'est beaucoup moins qu'il y a 10 ans. Publié hier, le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'insécurité alimentaire dans le monde souligne les avancées mondiales dans la lutte contre la sous-alimentation, mais note que les progrès ne sont pas partout les mêmes. Une personne est dans un état de sous-alimentation si elle ne parvient pas à se procurer assez de nourriture pour satisfaire ses besoins énergétiques pendant au moins un an. Dans le jargon onusien, les termes « sous-alimentation chronique » et « faim » sont utilisés de manière interchangeable. Toutes les régions du monde n'ont pas réussi à faire reculer la faim au même rythme. Selon le rapport de la FAO, l'Amérique latine ainsi que l'Asie de

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE Semaine du 25 au 31 mai

l'Est et du Sud-Est ont remporté la palme pour ce qui est de la diminution du pourcentage d'habitants dans un état de sous-alimentation. En chiffres absolus, c'est la Chine qui a eu le plus de succès. Si dans l'empire du Milieu, 289 millions de personnes avaient faim en 1990, elles sont aujourd'hui 133,8 millions. Avec 23,2 % de sa population sous-alimentée, l'Afrique subsaharienne est aujourd'hui la région du monde avec la plus grande proportion de personnes sous-alimentées. La situation est particulièrement critique en Afrique centrale, dont font partie la République démocratique du Congo, le Soudan et la Centrafrique. En 2000, lors d'un grand sommet mondial, les pays du monde entier ont adopté huit objectifs du millénaire qui viennent à échéance cette année. L'un de ceux-là était de réduire de moitié le pourcentage de personnes souffrant de la faim. L'objectif, qui devait faire passer ce taux de 23,3 % à 11,7 %, a été presque atteint mondialement. Sur les 129 pays en voie de développement qui étaient touchés par cet objectif, 72 l'ont atteint. « Dans de nombreux pays qui ont enregistré des progrès modestes (ou des reculs), les troubles civils et les mouvements de réfugiés ont souvent frustré les efforts consentis pour réduire la faim, et ont parfois contribué à grossir les rangs des personnes sous-alimentées ». Pour lire l'article : http://plus.lapresse.ca/screens/6f29bdb0-a1f7-4afe-a074-9434236216d0%7C_0.html. Pour visualiser le rapport : <http://www.fao.org/hunger/fr/>.

La guerre des pensions est ouverte

Le Devoir, 5/29/2015, A5 (#réf : 6943)

Hélène Buzzetti

Longueur : Moyen; Catégorie : Aînés

Mots-clés : Gouvernement fédéral, Régime de pensions du Canada, Élections

La bataille politique et électorale sur les retraites est bel et bien entamée. Le Parti libéral du Canada promet que s'il est élu, il consultera les provinces pour déterminer quel devrait être le montant des cotisations additionnelles des travailleurs et des employeurs pour assurer des prestations plus généreuses aux retraités. En effet, le RPC ne peut être modifié sans l'appui des deux tiers des provinces représentant 66 % de la population canadienne. Jeudi matin, le gouvernement conservateur a envoyé au front son pugnace ministre Pierre Poilievre pour soutenir que la promesse libérale de bonifier le Régime de pensions du Canada (RPC) équivaudra à une taxe que seuls les conservateurs pourront empêcher. Les troupes conservatrices ont retourné leur veste sur le Régime de pensions du Canada. Après en avoir pendant des années refusé la bonification, même volontaire, le ministre des Finances Joe Oliver a annoncé cette semaine qu'il lancerait une consultation sur la question. Son prédécesseur, feu Jim Flaherty, avait soutenu que l'option des cotisations supplémentaires volontaires était non réalisable. Qu'est-ce qui a changé depuis, ont demandé les journalistes à M. Oliver jeudi? « M. Flaherty craignait l'administration d'un Régime de pension du Canada volontaire. Nous croyons maintenant que c'est réalisable. » Le néodémocrate Alexandre Boulerice a indiqué qu'il ne craint pas de poser le débat comme le fait M. Poilievre. « On fait le pari que les gens

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE
Semaine du 25 au 31 mai

vont faire le choix intelligent qui va leur permettre d'améliorer leur sort. » Lien : <http://www.ledevoir.com/politique/canada/441369/la-guerre-des-pensions-est-ouverte>.

François Blais confirme la fin des élections scolaires au Québec

Le Devoir, 5/30/2015, A2 (#réf : 6942)

Philippe Orfali et Isabelle Porter

Longueur : Moyen; Catégorie : Éducation

Mots-clés : Commissions scolaires, Élections scolaires, Fiscalité

La fin approche pour les commissions scolaires telles qu'on les connaît, a martelé à nouveau vendredi le ministre de l'Éducation François Blais. Des déclarations, dont le ton, ont « sidéré » la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Josée Bouchard, qui promet de riposter. Réunis en congrès à Laval, les commissaires n'auraient pu servir un accueil plus glacial au ministre de l'Éducation. Seules quelques personnes ont applaudi François Blais au terme de son discours, au cours duquel il a réitéré son intention de mettre fin aux élections scolaires, de réformer la taxe scolaire et d'en finir avec les postes de commissaires, pour laisser davantage la place aux parents. S'il s'est montré très clair au sujet de sa volonté de réformer les commissions scolaires, il s'est fait avare de commentaires quant à la forme que pourraient prendre ces structures modifiées. Il a également rappelé que le gouvernement libéral a l'intention de fusionner certaines commissions scolaires, et promis de revoir la perception de la taxe scolaire, qui rapporte chaque année près de 2 milliards de dollars aux commissions scolaires. L'élimination des élections scolaires est une bonne chose, selon le professeur en sciences de l'éducation Jean Bernatchez. Toutefois, il faudra faire attention de les remplacer par autre chose, ou carrément éliminer la taxe scolaire, a-t-il estimé dans un colloque de l'Acfas, à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Ces personnes pourraient être élues d'abord présidents de leurs conseils d'établissement, ajoute-t-il. « Il pourrait à ce moment-là y avoir une structure intermédiaire et ces gens-là pourraient jouer la joute politique entre eux. » M. Bernatchez, père de quatre enfants, a consacré beaucoup de temps dans ce genre d'instances. Il concède que ce type de bénévolat est parfois frustrant parce que les conseils d'établissement se butent trop souvent au pouvoir sans partage des directions d'écoles. Si l'élimination des élections scolaires entraîne l'abolition de la taxe, cela mènera à un débat beaucoup plus large. « Il s'agirait de voir où on va aller chercher cet argent-là. » Lien : <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/441474/francois-blais-confirme-la-fin-des-elections-scolaires-au-quebec>.

NOTE: Tous les articles de la revue de presse sont conservés dans leur intégralité pour consultation. Le résumé de chacun des articles tente d'exprimer le contenu et la teneur des propos. La COFAQ n'endosse pas nécessairement les articles; la sélection de ceux-ci est basée sur les sujets d'intérêts pour la famille sans tenir compte de leurs valeurs.